



Numéro PPQ/9518

mercredi 15 juin 2016

Les grands titres:

- La consommation de boissons très chaudes provoque probablement le cancer de l'œsophage, selon l'OMS
- Centrafrique : l'ONU salue le succès de la transition politique
- L'ONU appelle à redoubler d'efforts pour éliminer toutes formes de maltraitance des personnes âgées
- A Bruxelles, Ban Ki-moon appelle l'UE à remplir les objectifs d'aide publique au développement
- L'actrice Anne Hathaway devient Ambassadrice de bonne volonté d'ONU-Femmes
- Le Conseil de sécurité réaffirme la nécessité de renforcer la participation des femmes aux efforts de paix
- Niger : le PAM accroît son aide alimentaire aux nouveaux déplacés par Boko Haram
- Haïti : l'ONU inquiète de l'absence de mesures prises pour la continuité institutionnelle
- L'ONU appelle l'Éthiopie et l'Érythrée à résoudre leurs différends par des moyens pacifiques
- Afrique : premier forum régional sur l'albinisme à l'initiative de l'ONU
- Guinée Bissau : le Conseil de sécurité encourage les acteurs nationaux à respecter la Constitution

La consommation de boissons très chaudes provoque probablement le cancer de l'œsophage, selon l'OMS



15 juin - La consommation de boissons très chaudes provoque probablement le cancer de l'œsophage chez l'homme, selon les conclusions d'un groupe de travail international composé de 23 experts, réuni par le Centre international de Recherche sur le Cancer (CIRC), l'agence cancer de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

Ce groupe d'experts a procédé à l'évaluation de la cancérogénicité du café, du maté, et de boissons consommées brûlantes. Le résumé des évaluations finales paraît mercredi dans *The Lancet Oncology*, et les évaluations détaillées seront publiées dans le Volume 116 des

Monographies du CIRC.

Le groupe de travail n'a trouvé aucune preuve concluante d'un effet cancérogène de la consommation du café. Aucune donnée concluante n'a pu être mise en évidence en ce qui concerne la consommation de maté à des températures qui ne sont pas très élevées.

« Ces résultats laissent penser que la consommation de boissons très chaudes est une cause probable de cancer de l'œsophage et que c'est la température, plutôt que les boissons elles-mêmes, qui semble être en cause », explique le Directeur du CIRC, Dr Christopher Wild.

Des études menées dans des régions comme la Chine, l'Iran, la Turquie et l'Amérique du Sud, où le thé ou le maté sont traditionnellement bus très chauds (à environ 70 degrés Celsius), ont montré que le risque de cancer de l'œsophage augmente avec la température à laquelle la boisson est consommée. Dans les expériences impliquant des animaux, il a aussi été conclu

à des indications limitées de la cancérogénicité de l'eau très chaude.

« Le tabagisme et la consommation d'alcool sont des causes majeures de cancer de l'œsophage, notamment dans de nombreux pays à revenu élevé », souligne le Dr Wild. « Cependant, la majorité des cancers de l'œsophage surviennent dans certaines régions d'Asie, d'Amérique du Sud et d'Afrique de l'Est, où boire régulièrement des boissons très chaudes est fréquent et où les raisons de la forte incidence de ce cancer ne sont pas aussi bien comprises ».

Le cancer de l'œsophage est la huitième cause la plus fréquente de cancer dans le monde et l'une des principales causes de décès par cancer, avec environ 400.000 décès enregistrés en 2012 (5% de tous les décès par cancer). On ne connaît pas la proportion de cas de cancer de l'œsophage qui peut être liée à la consommation de boissons très chaudes.

Centrafrique : l'ONU salue le succès de la transition politique



Le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique centrale, Abdoulaye Bathily, au Conseil de sécurité de l'ONU en décembre 2015. Photo : ONU/Amanda Voisard

15 juin - Le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique centrale, Abdoulaye Bathily, s'est félicité mercredi devant le Conseil de sécurité du bon déroulement des récentes élections présidentielle et législatives en République centrafricaine, permettant ainsi d'achever avec succès la période de transition politique.

« Je suis heureux que le pays ait franchi cette étape importante qui le place de retour sur le chemin de la paix durable, du développement et de la consolidation d'une paix de long terme », a déclaré M. Bathily, qui présentait le dernier rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (BRENUAC) qu'il dirige.

Le Représentant spécial a noté que le Président centrafricain Faustin Archange Touadéra jouissait d'un large soutien et insisté sur la soif de changement de la population centrafricaine. « Dans le même temps, les défis que le pays doit relever restent immenses », a-t-il dit, mentionnant les besoins humanitaires pressants, la très grande pauvreté et les réformes nécessaires dans le secteur de la sécurité.

Il a rappelé que les groupes armés contrôlaient toujours des zones étendues du pays et a insisté sur le besoin du gouvernement d'un appui « politique, financier et programmatique » de la communauté internationale pour assurer la restauration de l'autorité de l'État sur tout le territoire. « Malgré les développements positifs récents, il est crucial que les partenaires de la République centrafricaine restent engagés et redoublent leur assistance. »

M. Bathily a indiqué que des tensions politiques préoccupantes subsistaient dans d'autres pays de l'Afrique centrale en lien avec de récents et futurs processus électoraux. Ces tensions sapent la consolidation de la stabilité, du développement et de la démocratie dans les pays de la sous-région, ainsi que le processus d'intégration, a-t-il dit. Il a jugé crucial de redoubler d'efforts de prévention dans les pays où des élections doivent se tenir cette année, y compris par la promotion d'un dialogue politique inclusif.

Le Chef du BRENUAC a expliqué que les efforts collectifs des pays du bassin du lac Tchad avaient entamé la capacité de Boko Haram à lancer des attaques fréquentes, comme il avait pu le faire par le passé. Cependant, la capacité de conduire des opérations contre-insurrectionnelles est souvent entravée par le fait que des éléments de Boko Haram vivent au sein de la population, a-t-il dit, ajoutant que le groupe terroriste représentait toujours une menace sérieuse pour la stabilité régionale. Le risque que Boko Haram devienne l'élément catalyseur d'autres menaces terroristes dans la sous-région ne doit pas être écarté, a-t-il estimé.

M. Bathily a jugé essentiel que les partenaires internationaux maintiennent leur appui pour mettre fin à cette menace et promeuvent une approche régionale, comme cela a été souligné lors du second Sommet pour la sécurité régionale d'Abuja le 14 mai. « J'exhorte la communauté internationale à appuyer la Force multinationale mixte par la mobilisation d'un soutien politique, logistique et financier flexible », a-t-il dit. Il a également affirmé que l'appui international aux pays touchés par les activités de Boko Haram serait capital pour remporter la lutte contre ce groupe terroriste.

Rappelant la menace représentée par l'Armée de résistance du Seigneur (LRA), le Représentant spécial a indiqué que celle-ci

avait fortement intensifié ses activités en République centrafricaine, s'aventurant dans des zones où elle n'était encore que peu présente. Des éléments de la LRA ont continué d'attaquer la population civile dans le nord-est de la République démocratique du Congo. « La LRA paraît s'écarter de sa posture de retrait adoptée ces derniers temps, en lançant des attaques dans des zones plus peuplées et en enlevant un plus grand nombre d'enfants », a-t-il dit.

Il a précisé que le BRENUAC avait continué son engagement actif afin de remédier au déficit de coordination dans la lutte contre la LRA, en lien, en particulier, avec l'Union africaine. Préoccupé par les conséquences du retrait de l'Ouganda de la Force régionale d'intervention pour la sécurité dans l'est de la République centrafricaine, il a appelé toutes les parties prenantes à faire en sorte que le départ des troupes ougandaises se fasse de manière coordonnée.

L'ONU appelle à redoubler d'efforts pour éliminer toutes formes de maltraitance des personnes âgées



Une femme âgée dans un village népalais.
Photo ONU/John Isaac

15 juin - A l'occasion de la Journée mondiale de sensibilisation à la maltraitance des personnes âgées, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a invité mercredi les Etats membres et la société civile à faire preuve d'une plus grande détermination et à redoubler d'efforts pour éliminer toutes formes de violence et de mauvais traitements contre les personnes âgées.

« Le Programme de développement durable à l'horizon 2030, adopté l'an dernier, vise à éliminer la pauvreté et à construire un monde plus durable au cours des 15 prochaines années. Il est essentiel de mettre un terme à la privation de soins, aux mauvais traitements et à la violence à l'encontre de personnes âgées si nous voulons atteindre les 17 objectifs de développement durable et honorer l'engagement qui a été pris de ne laisser personne de côté », a déclaré M. Ban dans une déclaration à la presse.

Entre 1995 et 2025, le nombre des plus de 60 ans dans le monde devrait au moins doubler, passant de 542 millions à quelque 1,2 milliard. On estime entre 4 et 6% le pourcentage des personnes âgées qui ont connu une forme ou une autre de maltraitance à domicile.

La maltraitance des personnes âgées peut entraîner de graves traumatismes physiques et avoir des conséquences psychologiques à long terme. Il s'agit d'un problème qui risque de s'accroître compte tenu du vieillissement rapide de la population dans de nombreux pays.

Victimes de discrimination liée à l'âge et au sexe, les femmes âgées sont plus vulnérables que les hommes. Elles subissent souvent de mauvais traitements après avoir dû, toute leur vie, faire face à la discrimination, à la violence et à l'oppression.

« Je suis particulièrement préoccupé par les rapports de plus en plus nombreux indiquant que des femmes âgées sont accusées de sorcellerie et font l'objet de mauvais traitements de la part des membres de leur propre famille et de leur entourage », a dit le Secrétaire général.

A Bruxelles, Ban Ki-moon appelle l'UE à remplir les objectifs d'aide publique au développement



Le Secrétaire général Ban Ki-moon dépose une couronne de fleurs en hommage aux victimes des attentats à Bruxelles du 22 mars 2016. Photo UNRIC

15 juin - Au deuxième jour d'une visite à Bruxelles, en Belgique, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a appelé tous les Etats européens à remplir les objectifs fixés concernant le niveau de l'aide publique au développement, à savoir d'y consacrer 0,7% de leur produit intérieur brut (PIB).

« Le développement durable doit devenir partie intégrante de toutes nos politiques et prises de décision », a déclaré M. Ban à l'ouverture des Journées européennes du développement, un forum annuel de deux jours dédié aux problématiques de coopération internationale pour le développement.

Le Secrétaire général a salué la contribution des Journées européennes du développement, au cours des 10 dernières années, à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), notamment via la création de partenariats et le soutien à l'innovation.

« Désormais, nous avons une nouvelle vision, un programme de développement durable ambitieux et transformatif censé capitaliser sur nos avancées [dans la réalisation des OMD] et nous emmener encore plus loin au cours des 15 prochaines années », a déclaré le chef de l'ONU, en référence au Programme à l'horizon 2030 adopté par les Etats membres en septembre 2015 et à ses 17 objectifs de développement durable (ODD).

« Le Programme à l'horizon 2030 représente un changement de paradigme », a insisté le Secrétaire général, précisant qu'il incite à repenser la façon dont nous faisons le développement, notamment en adoptant une vision du monde « holistique et à long terme ».

M. Ban a particulièrement insisté sur la nécessité d'atteindre les objectifs fixés par le Programme en matière d'aide publique au développement.

« Je félicite les pays qui ont atteint l'objectif de 0,7 [% du PIB], et j'exhorte tous les États membres de l'UE [Union européenne] à les atteindre », a déclaré le Secrétaire général, tout en appelant à améliorer également la qualité de l'aide publique au développement.

Il a par ailleurs appelé à renforcer le lien entre le développement et l'aide humanitaire, un sujet qui a notamment fait l'objet de discussions le mois dernier, lors de la tenue du premier Sommet humanitaire mondiale à Istanbul, en Turquie.

« Pour atteindre les objectifs de développement durable, nous avons besoin d'un financement global et de larges partenariats, inclusifs et novateurs », a en outre indiqué M. Ban.

Il a rappelé que le Programme d'action d'Addis-Abeba, adopté en 2015, fournit précisément un cadre global pour la mobilisation des ressources et l'alignement de tous les flux de financement et politiques publiques avec le développement durable.

« Nous devons mobiliser toutes les ressources disponibles, et faire le meilleur usage de la science, de la technologie et de l'innovation », a dit M. Ban.

Lors de son deuxième jour dans la ville belge, le chef de l'ONU a également participé à une réunion du Conseil d'administration de l'initiative 'Énergie durable pour tous' et à un événement de l'Asia Society Dialogue.

M. Ban a aussi déposé une couronne de fleurs à l'aéroport de Bruxelles pour commémorer les victimes des attentats du 22 mars 2016 qui ont visé l'aéroport et le métro de la capitale belge et ont tué 32 personnes.

« C'était une attaque odieuse non seulement contre la Belgique mais contre toute l'humanité. Cet attentat, ici à l'aéroport, et celui dans la station de métro, symbolisent ceci : l'endroit où toutes les nationalités sont réunies », a-t-il dit lors de la cérémonie ce mercredi à l'aéroport.

Le Secrétaire général a félicité les secouristes pour leur travail et leur résilience après les deux attentats.

L'actrice Anne Hathaway devient Ambassadrice de bonne volonté d'ONU-Femmes



15 juin - L'actrice américaine Anne Hathaway a été nommée Ambassadrice de bonne volonté d'ONU-Femmes, a annoncé mercredi l'agence des Nations Unies consacrée à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes.

Défenseuse de longue date des droits des femmes et des filles, Anne Hathaway mettra en lumière le fardeau inégal du travail des soins domestiques, l'un des principaux obstacles à l'égalité des sexes, a précisé ONU-Femmes dans un communiqué de presse.

L'actrice concentrera ses efforts à l'échelle internationale en faveur de la mise en place de services de garde d'enfants abordables et d'un congé parental partagé, au niveau des gouvernements et des entreprises.

« La nomination d'Anne arrive à point nommé. Cette année, ONU-Femmes intensifie ses efforts pour promouvoir un état d'esprit positif et des aménagements pratiques sur le lieu de travail, favorables à l'égalité des sexes », a déclaré la Directrice exécutive d'ONU-Femmes, Phumzile Mlambo-Ngcuka. « La 'pénalité de la maternité'—qui implique que lorsqu'elles deviennent mères, le salaire des femmes et leurs opportunités au travail sont impactés—est une forme particulièrement insidieuse de l'inégalité des sexes sur le lieu de travail. Depuis trop longtemps, il est difficile, voire impossible de percevoir l'éducation d'une ou un enfant comme une responsabilité à part égale pour les deux parents ».

« Le stéréotype selon lequel il est difficile pour un père de s'absenter du travail pour s'occuper de son enfant est un vestige du modèle de 'l'homme, soutien de famille' et n'a pas lieu d'être dans l'espace de travail mixte d'aujourd'hui. La mise en œuvre effective du congé parental n'est qu'un des moyens pour l'employeur de montrer son respect pour la valeur de son personnel —aussi bien les femmes que les hommes », a ajouté Mme Mlambo-Ngcuka. « Pour défendre la manière dont ceci offrira de nouvelles perspectives pour les femmes, nous avons besoin du soutien d'une personne vive d'esprit et passionnée qui puisse répondre à une question aussi complexe. Dès que j'ai rencontré Anne, j'ai su que c'était la personne que nous recherchions. C'est un véritable honneur de l'avoir à nos côtés ».

Selon ONU-Femmes, les services de garde d'enfants et le congé parental sont deux manières pour les employeurs et les gouvernements de montrer leur appréciation de la valeur des personnes. Les rôles rigides liés au genre nuisent à la participation égale des femmes au niveau professionnel tout en cantonnant les hommes dans un cadre culturel préjudiciable. Consumés par une culture de surmenage professionnel qui les pénalise s'ils s'absentent du travail pour des responsabilités familiales, les hommes sont eux aussi confrontés aux conséquences affligeantes de l'échec à valoriser les soins. Omettre d'impliquer les hommes dans la conversation sur la garde d'enfants comme composante essentielle de l'égalité des sexes perpétue des normes sociales rigides, préjudiciables au genre.

Anne Hathaway a précédemment soutenu la Nike Foundation et s'est déplacée au Kenya et en Éthiopie pour sensibiliser le public au mariage des enfants. En 2013, elle a été la voix de 'Girl Rising', un film documentaire de CNN qui souligne le pouvoir de l'éducation féminine, en suivant sept filles de différents pays, déterminées à surmonter des obstacles pour réaliser leurs rêves.

« Je suis honorée et inspirée par cette opportunité de contribuer à la réalisation de l'égalité des sexes. Des progrès considérables ont déjà été accomplis, mais il est temps d'intensifier nos efforts pour parvenir enfin à une véritable égalité », a déclaré Anne Hathaway.

Le Conseil de sécurité réaffirme la nécessité de renforcer la participation des femmes aux efforts de paix



Des femmes malaisiennes de la Force intermédiaire des Nations Unies au Liban (FINUL), lors d'une cérémonie de remise de médaille à Kawkaba, au sud du Liban. Photo : ONU / Pasqual Gorriz

15 juin - Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté mercredi une déclaration réaffirmant son attachement à ce que ses résolutions concernant les femmes et la paix et la sécurité soient effectivement appliquées dans leur intégralité.

Dans cette déclaration de sa Présidence, le Conseil encourage les États membres à accroître le financement des activités relatives aux femmes et à la paix et à la sécurité, « notamment en augmentant l'aide fournie dans les situations de conflit et d'après conflit à l'appui de programmes de promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes ».

Les membres du Conseil demandent en outre aux États membres d'offrir aux femmes africaines « des services de formation professionnelle de meilleure qualité » et un « appui plus important au financement de la création d'entreprises », afin d'améliorer globalement leurs revenus et leurs moyens de subsistance.

Les 15 membres demandent aux organisations régionales et sous-régionales participant aux processus de paix de « faciliter la participation effective des femmes à tous les niveaux » de la prévention et du règlement des conflits ainsi qu'à l'application des accords de paix.

Saluant à cet égard l'initiative prise par l'Union africaine de créer une liste spéciale de médiatrices sur le continent, le Conseil demande au groupe de l'appui à la médiation de l'ONU de travailler en collaboration avec les États membres et les organisations régionales afin d'augmenter sensiblement le nombre de médiatrices sur leur liste.

Le Conseil encourage les États membres à accroître le financement des activités relatives aux femmes et à la paix et à la sécurité, notamment en augmentant l'aide fournie dans les situations de conflit et d'après conflit à l'appui de programmes de promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, et en prêtant leur concours à la société civile.

Niger : le PAM accroît son aide alimentaire aux nouveaux déplacés par Boko Haram



Des réfugiés nigériens installent la construction d'un abri dans le camp de Sayam Forage, dans la région de Diffa, au Niger. Photo : UNHCR / Hélène Caux

15 juin - Face à une nouvelle vague de déplacements provoquée par les récentes attaques de Boko Haram dans la région de Diffa, au Niger, le Programme alimentaire mondial (PAM) a annoncé qu'il s'apprêtait à doubler son aide alimentaire et nutritionnelle pour porter secours à plus de 250.000 personnes dans cette région du sud du pays.

« Ces derniers jours, le PAM a distribué des rations alimentaires d'urgence pour une durée de 15 jours à plus de 1.400 personnes nouvellement déplacées ayant trouvé refuge dans la ville de Diffa », a déclaré le Directeur adjoint du PAM au Niger, Belkacem Machane, ajoutant que des livraisons additionnelles auront lieu dans la semaine pour aider d'autres personnes nouvellement déplacées dans des sites situés entre Diffa et Bosso.

« Des dizaines de milliers de personnes ont été déracinées cette dernière semaine, suite à l'attaque la plus meurtrière [de Boko Haram] depuis avril 2015 », a-t-il ajouté.

Selon M. Machane, plus de la moitié d'entre elles sont des femmes et des enfants qui ont déjà été déplacés à plusieurs reprises, en raison de la propagation de la violence du groupe terroriste depuis le Nigeria vers le Niger.

« Ils sont au bout du rouleau », s'est inquiété le Directeur adjoint. « Beaucoup ont marché entre 10 et 40 km. Ils arrivent dans

un état de choc et ont de toute urgence besoin de nourriture, d'abris, d'eau ».

Le PAM estime que plus de 240.000 personnes ont été déplacées dans la région de Diffa, où 450.000 personnes au total, soit près de 70% de la population, souffrent de la faim.

M. Machane a dit craindre que la situation alimentaire dans la région n'empire en raison du début de la période de soudure.

« Le PAM a besoin de toute urgence de 20 millions de dollars pour les six prochains mois afin d'aider les personnes touchées par la crise du Lac Tchad », a-t-il ajouté.

Haïti : l'ONU inquiète de l'absence de mesures prises pour la continuité institutionnelle



Un électeur vote à Port-au-Prince lors du scrutin du 25 octobre 2015 en Haïti. Photo MINUSTAH/Igor Rugwiza

15 juin - Les Nations Unies et ses partenaires en Haïti ont exprimé mercredi leurs préoccupations devant l'absence de mesures prises pour assurer la continuité institutionnelle au-delà du 13 juin, tel que prévu dans l'accord du 5 février.

Dans un communiqué de presse conjoint, la Représentante spéciale du Secrétaire général en Haïti, Sandra Honoré, et les autres membres du 'Core Group' (les Ambassadeurs du Brésil, du Canada, de l'Espagne, de la France, des États-Unis, de l'Union Européenne, et le Représentant spécial de l'Organisation des États américains) ont pris note de l'ouverture de la deuxième session ordinaire du Parlement haïtien, conformément à la Constitution.

« Le 'Core Group' exprime ses préoccupations devant l'absence de mesures prises pour assurer la continuité institutionnelle au-delà du 13 juin, tel que prévu dans l'Accord du 5 février », ont-ils dit.

L'ONU et ses partenaires ont demandé à l'Assemblée nationale haïtienne « d'agir et de parvenir à une solution qui évite un vide institutionnel et facilite le retour à l'ordre constitutionnel par la tenue d'élections sans délais ».

Ils ont demandé instamment « à tous les acteurs, les partis politiques, les candidats et leurs partisans et à tout autre groupe de maintenir le calme et de refuser tout recours à la violence ».

Le processus électoral entamé en 2015 en Haïti n'a toujours pas été achevé. La semaine dernière, l'ONU et ses partenaires en Haïti avaient pris note de la présentation du nouveau calendrier électoral par le Conseil électoral provisoire et avaient exhorté les acteurs haïtiens à respecter ce calendrier.

Selon la presse, le Conseil électoral provisoire (CEP) a annoncé que le 9 octobre 2016 sont prévus le 1er tour de l'élection présidentielle, le 2e tour des législatives complémentaires et le 1er tour d'un tiers du Sénat. Le 8 janvier 2017 sont prévus le 2ème tour de l'élection présidentielle et le 2ème tour d'un tiers du Sénat.

L'ONU appelle l'Éthiopie et l'Érythrée à résoudre leurs différends par des moyens pacifiques



Le Secrétaire général Ban Ki-moon (à droite) rencontre le Premier ministre d'Éthiopie, Hailemariam Dessalegn, à Bruxelles. Photo ONU/Rick Bajornas

15 juin - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, s'est dit mercredi inquiet des informations faisant état d'affrontements les 12 et 13 juin 2016 à la frontière entre l'Éthiopie et l'Érythrée et appelé les deux pays à résoudre leurs différends par des moyens pacifiques.

Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a discuté de cette question lors d'une rencontre bilatérale avec le Premier ministre d'Éthiopie, Hailemariam Desalegn, à Bruxelles, en Belgique, a précisé son porte-parole dans une déclaration à la presse.

De son côté, le Vice-Secrétaire général de l'ONU, Jan Eliasson, a eu une conversation téléphonique avec le Ministre des affaires étrangères de l'Érythrée, a-t-il ajouté.

MM. Ban et Eliasson « ont exhorté les deux gouvernements à faire preuve d'un maximum de retenue et à s'abstenir de tout acte ou déclaration qui pourrait aggraver la situation. Ils ont également appelé les deux gouvernements à résoudre leurs différends par des moyens pacifiques, y compris en garantissant la mise en œuvre complète de l'accord de paix signé en 2000 », a encore dit le porte-parole.

« L'Organisation des Nations Unies reste disponible pour aider les deux pays à cet égard », a-t-il ajouté.

Afrique : premier forum régional sur l'albinisme à l'initiative de l'ONU



Monieka, une jeune fille atteinte d'albinisme en République démocratique du Congo. Photo ONU/Marie Frechon

15 juin - Le premier forum régional sur l'albinisme en Afrique sera organisé à Dar es-Salaam, en Tanzanie, du 17 au 19 juin, à l'initiative de l'Experte indépendante de l'ONU sur l'exercice des droits humains des personnes atteintes d'albinisme, Ikponwosa Ero.

L'événement intitulé « Moins de discours et plus l'action sur l'albinisme en Afrique » est destiné à élaborer des mesures spécifiques pour lutter contre les attaques et les discriminations auxquelles sont confrontées les personnes atteintes d'albinisme dans plusieurs pays de la région, a précisé le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) dans un communiqué de presse publié mercredi.

Selon le HCDH, les personnes atteintes d'albinisme dans l'Afrique subsaharienne sont confrontées à de graves violations des droits de l'homme, notamment des attaques physiques alimentées par des croyances erronées selon lesquelles des parties de leur corps peuvent être utilisées pour des potions et d'autres pratiques de sorcellerie.

La majorité des victimes sont des femmes et des enfants. Les personnes atteintes d'albinisme sont également confrontées à la discrimination et à la stigmatisation, y compris de la part de membres de leur famille.

Face à ces défis, des organisations de la société civile, des personnes atteintes d'albinisme, et des Etats souhaitent concevoir de nouvelles façons de traiter la question.

« Il y a beaucoup de mesures spécifiques, pratiques et efficaces que certains pays ont utilisées avec succès pour faire face aux problèmes rencontrés par les personnes atteintes d'albinisme y compris d'avoir un bureau et un budget sur la question, de créer une ligne téléphonique pour signaler les crimes et les menaces, et de réguler la 'sorcellerie' et les praticiens de la médecine traditionnelle », a déclaré Mme Ero.

Les participants à ce forum viennent de 28 pays de la région et comprennent des représentants de la société civile, des

gouvernements, des institutions nationales des droits de l'homme, des experts des droits de l'homme et des universitaires.

« Alors que le continent africain fête la décennie des droits de l'homme et que l'ONU lance le Programme du développement durable à l'horizon 2030 qui s'engage à n'oublier personne, nous bénéficions d'un bon contexte pour organiser ce forum », a déclaré Mme Ero.

Guinée Bissau : le Conseil de sécurité encourage les acteurs nationaux à respecter la Constitution



Modibo Touré, le Représentant spécial du Secrétaire général pour la Guinée-Bissau, s'exprime par vidéoconférence devant le Conseil de sécurité. Photo ONU/Loey Felipe

15 juin - Le Conseil de sécurité de l'ONU a exprimé mercredi sa préoccupation concernant les derniers développements en Guinée-Bissau et a encouragé les acteurs nationaux à respecter la Constitution et l'état de droit tout en recherchant une solution politique à la crise.

Dans une déclaration à la presse publiée mercredi, les membres du Conseil ont félicité les forces de sécurité de Guinée-Bissau « pour ne pas avoir interféré dans la situation politique et avoir affiché de la retenue à cet égard ».

Ils ont également salué la manière pacifique dont la population suit les derniers développements politiques dans le pays.

Les membres du Conseil ont été tenus informés de la situation par le Représentant spécial du Secrétaire général en Guinée-Bissau, Modibo Ibrahim Touré, lors d'une réunion le 14 juin 2016.

Dans leur déclaration à la presse, ils ont souligné l'importance de la réconciliation nationale, du dialogue inclusif et de la bonne gouvernance. Ils ont demandé instamment aux acteurs bissau-guinéens de poursuivre un dialogue constructif.